

## **Rapport institutionnel pour le Bureau du Conseil privé**

### ***1) Mandat de l'organisme***

Le Bureau du Conseil privé (BCP) relève directement du premier ministre. Le BCP :

- soutient l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégique et législatif du gouvernement du Canada;
- appuie, entre autres, le ministre des Institutions démocratiques;
- coordonne les interventions pour réagir aux problèmes avec lesquels sont confrontés le gouvernement et le pays;
- contribue au bon fonctionnement du Cabinet.

Le BCP est dirigé par le greffier du Conseil privé, qui occupe également les fonctions de sous-ministre du premier ministre, de secrétaire du Cabinet et de chef de la fonction publique.

- En tant que sous-ministre du premier ministre, le greffier est le plus haut conseiller de la fonction publique auprès du premier ministre et il est responsable de l'administration du BCP. Le travail du greffier consiste à conseiller le premier ministre et les ministres du Cabinet dans l'exercice des fonctions exécutives du gouvernement. Le greffier s'acquitte de ses responsabilités de façon objective et non partisane, en tenant compte des politiques publiques.
- En tant que secrétaire du Cabinet, le greffier est chargé de soutenir les processus décisionnels efficaces du gouvernement. Il doit notamment travailler avec des ministères et des organismes pour élaborer des options et des choix de politiques pour le gouvernement, conseiller et aider les ministres dans la prise de décisions concernant les politiques et exercer un rôle de coordination et de mobilisation pour garantir l'efficacité des interventions du gouvernement à des situations. Le greffier veille à ce que les réunions du Cabinet soient bien structurées et reçoivent un appui adéquat, et à ce qu'elles renferment les séances d'information et les documents nécessaires aux ministres pour la prise de décisions éclairées. Le greffier informe les ministères et les organismes des décisions du Cabinet, collabore avec la fonction publique pour mettre en œuvre les décisions en temps voulu et efficacement, et appuie la bonne mise en œuvre des décisions du Cabinet dans l'ensemble du gouvernement fédéral.
- En tant que chef de la fonction publique, le greffier assume globalement la responsabilité de la fonction publique en tant qu'institution. Il conseille également le premier ministre sur les rouages et les activités de la fonction publique, y compris les activités entreprises par d'autres sous-ministres du gouvernement.

Au sein du BCP, le conseiller à la sécurité nationale et au renseignement (CSNR) auprès du premier ministre fournit des conseils sur les politiques et les opérations ainsi que du renseignement au premier ministre et au Cabinet sur les questions liées à la sécurité nationale, y compris à

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

l'ingérence étrangère. Le CSNR, le CSNR adjoint et les secrétariats qui les appuient réunissent la communauté de la sécurité et du renseignement pour assurer la coordination des interventions du gouvernement pour tous les types de menaces d'ingérence étrangère. Pour les questions nationales, le CSNR reçoit l'appui de deux secrétariats : le Secrétariat de la sécurité et du renseignement et le Secrétariat de l'évaluation du renseignement (SER). En ce qui concerne les questions touchant la politique étrangère, le CSNR reçoit aussi l'appui du conseiller en matière de politique étrangère et de défense et de son secrétariat. En outre, le CSNR s'appuie sur les informations fournies par la communauté de la sécurité et du renseignement, y compris les mises à jour concernant des incidents de sécurité en cours et le renseignement sur les menaces à la sécurité nationale.

***2) Programmes, politiques et procédures mis en œuvre à la suite de la menace d'ingérence étrangère et des incidents réels liés aux 43<sup>es</sup> et aux 44<sup>es</sup> élections***

*Protocole public en cas d'incident électoral majeur (PPIEM)*

Une directive du Cabinet (le PPIEM), d'abord établie en 2019, définit les attentes du gouvernement en ce qui concerne les orientations générales et les principes devant orienter le processus de communication de renseignements au public sur un incident ou une série d'incidents qui menaceraient la capacité du Canada à tenir des élections fédérales libres et équitables pendant la période où la convention de transition est en vigueur. (Il convient de noter que ce mandat dépasse le cadre des possibles incidents d'ingérence étrangère, mais qu'il s'applique également à ces derniers.) Les critères à remplir pour informer le public sont définis dans la directive du Cabinet, mais en général, il s'agit d'un incident ou d'une accumulation d'incidents qui se produisent et qui menacent la capacité du Canada à tenir des élections libres et équitables.

Le PPIEM ne s'applique que pendant la période de transition d'une élection fédérale. Les incidents qui surviennent en dehors de la période de transition sont traités dans le cadre des activités normales du gouvernement du Canada, c'est-à-dire par le ministre responsable, en coordination avec le Cabinet au besoin. Il est à noter que le PPIEM fonctionne parallèlement à l'administration générale des élections fédérales, dont la responsabilité incombe à Élections Canada (EC), un organisme indépendant et non partisan qui relève directement du Parlement.

Le PPIEM met sur pied un groupe de cinq hauts fonctionnaires (un groupe d'experts) qui, en collaboration avec les organismes de sécurité nationale relevant du mandat actuel de leurs organisations respectives, est chargé de déterminer si les critères pour informer les Canadiens sont remplis, que ce soit à la suite d'un incident isolé ou de l'accumulation d'incidents distincts. Présidé par le greffier du Conseil privé, le groupe des cinq comprend le conseiller à la sécurité nationale et au renseignement, le sous-ministre de la Justice et sous-procureur général, le sous-ministre de la Sécurité publique et le sous-ministre des Affaires étrangères.

Les organismes canadiens de sécurité nationale donnent régulièrement des séances d'information au groupe d'experts sur les faits nouveaux touchant la sécurité nationale et les menaces possibles

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

à l'intégrité des élections fédérales. Le groupe d'experts peut également recevoir des informations et des conseils de sources autres que ces organismes.

Sous réserve des privilèges ou immunités juridiques applicables, y compris les informations dont la divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale, aux relations internationales ou à la défense nationale du Canada, ces organismes informeront également directement la partie concernée (par exemple un candidat, un parti politique ou EC) de l'incident. S'il est mis au courant d'un incident, le groupe d'experts déterminera, par consensus et en consultation au besoin, si les critères exigeant que le public soit informé sont remplis.

Le PPIEM exige également la production d'un rapport indépendant après chaque période d'élections fédérales afin d'évaluer la mise en œuvre du PPIEM et son efficacité dans la lutte contre les menaces qui pèsent sur les élections. À la suite des élections de 2019, Jim Judd a examiné le PPIEM et a fait remarquer que, bien que le Protocole ait été un succès, on pouvait encore l'améliorer, par exemple en prolongeant la période d'activités du groupe d'experts de manière à y inclure les périodes électorale et préélectorale. Après les élections de 2021, Morris Rosenberg a également estimé que le PPIEM était efficace et devait demeurer en vigueur.

*Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections*

Le gouvernement a créé le Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections (le Groupe de travail sur les MSRE) afin de veiller à la tenue de séances d'information régulières à l'intention du groupe d'experts, comme le prévoit le PPIEM. Le Groupe de travail sur les MSRE est composé de représentants du Centre de la sécurité des télécommunications (CST), du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), d'Affaires mondiales Canada (AMC) et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Chaque membre fournit du renseignement et d'autres informations qui relèvent de son mandat précis au sein de la communauté de la sécurité et du renseignement.

Le Groupe de travail sur les MSRE a été créé pour permettre un partage coordonné des informations, une cohérence et une sensibilisation aux questions liées aux menaces pesant sur la sécurité du Canada et de ses élections fédérales. Il a commencé ses activités plus d'un an avant les élections de 2019, en produisant des rapports fusionnés qui intégraient des données classifiées et non classifiées provenant des quatre organisations membres de ce groupe de travail.

Contrairement au groupe d'experts, le Groupe de travail sur les MSRE ne se limite pas à la période de transition. Il continue de se réunir régulièrement pour coordonner et partager des informations sur les menaces pesant sur les élections, qu'elles soient le fait d'acteurs nationaux ou étrangers. Par exemple, le Groupe de travail sur les MSRE a adopté une position opérationnelle accrue pour surveiller toute ingérence étrangère lors de quatre élections partielles en juin 2023 et d'une élection partielle en juillet 2023. Il a produit un rapport sur l'évaluation de toute tentative d'ingérence étrangère détectée lors des élections partielles de juin 2023, et un rapport sur les élections partielles de juillet est à venir. En dehors des périodes électorales, il communique des renseignements dans

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

le cadre des activités normales du gouvernement du Canada, c'est-à-dire aux ministères et aux ministres concernés, lesquels peuvent assurer la coordination avec le Cabinet, le cas échéant.

*Architecture de sécurité des élections*

Afin de faire face aux menaces potentielles d'ingérence étrangère lors des élections, une architecture de sécurité des élections est mise en place pendant les périodes électorales. Cette architecture rassemble plusieurs ministères et organismes afin de veiller à ce que le renseignement et les informations qui signalent une possible ingérence étrangère soient recueillis, évalués et communiqués aussi rapidement que possible.

Le Comité de coordination sur la sécurité des élections (CCSE), réunissant des sous-ministres, des sous-ministres adjoints ou des directeurs généraux, est l'un des principaux éléments de cette architecture. Le CCSE, coprésidé par le BCP et Élections Canada, assure une approche coordonnée et une compréhension commune chez la communauté de la sécurité et du renseignement, EC et le commissaire d'EC. La coordination opérationnelle entre le CCSE et le Groupe de travail sur les MSRE permet aux principaux acteurs de coordonner, d'évaluer et de vérifier rapidement les informations relatives à une menace concernant de possibles activités d'interférence. D'autres comités de gouvernance sur la sécurité nationale peuvent également être mis à contribution au besoin pour partager des informations et coordonner la prise de décisions pendant les élections. Le CCSE peut également se réunir en dehors des périodes électorales afin de maintenir les liens et la dynamique et d'examiner l'état de préparation aux nouvelles menaces.

*Rôle du BCP lors des 43<sup>es</sup> et des 44<sup>es</sup> élections générales*

En 2018, soit avant les 43<sup>es</sup> élections générales, le gouvernement a créé l'Unité de protection de la démocratie au sein du BCP afin de coordonner, d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures pangouvernementales visant à lutter contre la désinformation et à protéger les institutions démocratiques du Canada. Cette unité du BCP dirige et coordonne le travail de l'ensemble du gouvernement en ce qui concerne le renforcement et la protection des institutions démocratiques du Canada contre des menaces émergentes.

Le greffier du Conseil privé a présidé le PPIEM ou groupe d'experts (mentionné précédemment), lors des 43<sup>es</sup> et des 44<sup>es</sup> élections générales; la chronologie des réunions du groupe d'experts se trouve à l'**ONGLET A**. De plus, le CSNR a coprésidé le CCSE des sous-ministres (aussi évoqué précédemment).

De manière générale, le BCP a joué un rôle de coordination entre les organismes de la sécurité et du renseignement et a donné des séances d'information aux hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris au premier ministre, et aux représentants des partis politiques représentés à la Chambre des communes et ayant la cote de sécurité requise. Le BCP a appuyé les réunions du groupe d'experts et du CCSE (avec EC). Pendant et après les élections, le BCP a transmis de l'information

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

des représentants des partis politiques aux organismes de sécurité appropriés concernant de possibles menaces à la sécurité.

Après les deux élections, le BCP a organisé les évaluations indépendantes du PPIEM (par Jim Judd en 2019 et Morris Rosenberg en 2021) et a coordonné l'examen des recommandations des deux rapports et les réponses à celles-ci.

### 3) *Liste des principaux postes de direction et description de leurs fonctions*

Poste	Nom	Dates
<b>Bureau du greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet</b>		
<i>Le greffier est à la tête du BCP et agit à titre de sous-ministre du premier ministre, de secrétaire du Cabinet et de chef de la fonction publique (voir précédemment).</i>		
Greffier ou greffière	John Hannaford	De juin 2023 à aujourd'hui
	Janice Charette	De 2021 à 2023
	Ian Shugart	De 2019 à 2021
<b>Bureau du sous-greffier du Conseil privé et secrétaire associé du Cabinet</b>		
Sous-greffière	Christiane (Chris) Fox	De janvier 2024 à aujourd'hui
	Nathalie Drouin	De 2021 à aujourd'hui
	Christyne Tremblay	De 2020 à 2021
	Catherine Blewett	De 2019 à 2020
<b>Bureau du conseiller à la sécurité nationale et au renseignement du premier ministre</b>		
<i>Le CSNR fournit des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que du renseignement au premier ministre et au Cabinet sur des questions liées à la sécurité nationale (voir précédemment).</i>		
Sous-greffière et conseillère à la sécurité nationale et au renseignement <i>*Ce poste a été créé en janvier 2024.</i>	Nathalie Drouin	De janvier 2024 à aujourd'hui
Conseiller ou conseillère à la sécurité nationale et au renseignement	Jody Thomas	De janvier 2022 à janvier 2024
	David Morrison, à titre intérimaire	De juillet 2021 à janvier 2022
	Vincent Rigby	De 2020 à 2021
	Greta Bossenmaeir	De 2018 à 2019
<b>Bureau du conseiller adjoint à la sécurité nationale et au renseignement auprès du premier ministre et sous-secrétaire du Cabinet (Protection civile)</b>		
CSNR adjoint	Daniel Rogers	De mai 2023 à aujourd'hui
	<i>*Ce poste a été créé en mai 2023.</i>	

**NON CLASSIFIÉ**  
En date du 18 mars 2024

Poste	Nom	Dates
<b>Bureau du sous-secrétaire du Cabinet (Enquête publique sur l'ingérence étrangère)</b>		
<i>Le sous-secrétaire (Enquête publique sur l'ingérence étrangère) est responsable de la coordination, avec l'équipe de contentieux du ministère de la Justice et les ministères concernés, afin de soutenir tous les aspects de la participation du gouvernement fédéral au processus d'enquête sur l'ingérence étrangère.</i>		
Sous-secrétaire	Jeffery Hutchinson	D'octobre 2023 à aujourd'hui
Directeur exécutif	Simon Melanson	D'octobre 2023 à aujourd'hui
	<i>*Les deux postes ont été créés en octobre 2023.</i>	
<b>Bureau du secrétaire adjoint du Cabinet, Sécurité et renseignement</b>		
<i>Le secrétaire adjoint, Sécurité et renseignement, fournit des conseils et un soutien en matière de politiques au CSNR sur les questions de sécurité nationale et de renseignement, notamment en coordonnant les initiatives opérationnelles et d'élaboration de politiques pour les comités interministériels de haut niveau.</i>		
Secrétaire adjoint ou secrétaire adjointe	Nabih Eldebs	De décembre 2023 à aujourd'hui
	Bridget Walshe, à titre intérimaire	D'octobre à décembre 2023
	Marie-Hélène Chayer, à titre intérimaire	De juin à septembre 2023
	Michael MacDonald	De 2020 à 2023
	Caroline Xavier	De 2017 à 2020
Directeur ou directrice des opérations, Sécurité et renseignement	Bridget Walshe	De 2022 à aujourd'hui
	Analyste du BCP, à titre intérimaire	De juin à décembre 2023
	David MacGillivray	De 2020 à 2022
	Alia Tayyeb	De 2018 à 2020
Directeur général ou directrice générale, Politique et planification stratégiques	Adelle Ferguson	De 2022 à aujourd'hui
	Philippe Lafortune	De 2020 à 2022
	Nada Vransy	De 2015 à 2020
Directeur ou directrice des opérations, Coordination des examens	Fonctionnaire du SCRS	De septembre 2023 à aujourd'hui
	Fonctionnaire du SCRS	De 2022 à 2023
	Bruce Grant	De 2021 à 2022
	<i>*Ce poste a été créé en 2021.</i>	

**NON CLASSIFIÉ**  
En date du 18 mars 2024

Poste	Nom	Dates
<b>Bureau du secrétaire adjoint du Cabinet, Secrétariat de l'évaluation du renseignement</b>		
<i>Le secrétaire adjoint, Évaluation du renseignement, fournit des analyses et des évaluations stratégiques sur le renseignement étranger au premier ministre, au Cabinet, au greffier et aux hauts fonctionnaires du gouvernement.</i>		
Secrétaire adjoint	Martin Green	De 2015 à aujourd'hui
Directeur ou directrice des opérations	Lisa Ducharme	De 2023 à aujourd'hui
	Laura Holland	De 2020 à 2023
	Jennifer Irish, à titre intérimaire	De février 2021 à janvier 2022
	Martin Tabi	De 2016 à 2020
<b>Bureau du secrétaire adjoint du Cabinet, Appareil gouvernemental et Institutions démocratiques</b>		
<i>En ce qui concerne la partie de son portefeuille relative aux institutions démocratiques, le secrétaire adjoint du Cabinet donne des conseils sur le renforcement des institutions démocratiques, notamment en les protégeant contre la désinformation et la désinformation.</i>		
Secrétaire adjoint	Allen Sutherland	De 2016 à aujourd'hui
Directrice des opérations, Institutions démocratiques	Sarah Stinson	De 2019 à aujourd'hui
	Riri Shen	De 2017 à 2019

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

***4) Moyens/canaux de communication des informations relatives à une possible ingérence étrangère au sous-ministre, au cabinet du ministre et au ministre***

Les produits ou informations des services de renseignement canadiens concernant une possible ingérence étrangère peuvent être échangés au sein d'une même unité ou entre des unités ou des secrétariats, que ce soit par voie électronique, en version papier ou de vive voix. Par définition, l'ingérence étrangère est clandestine et est fréquemment détectée à l'aide de sources et de techniques secrètes. C'est pourquoi les produits ou les renseignements qui en découlent sont généralement classifiés et partagés au moyen du Réseau canadien Très secret (RCTS) ou dans des zones sécurisées SIGINT. Les informations ou produits reçus peuvent ensuite être intégrés dans des notes d'information, des courriels ou des trousseaux d'information orales destinés au greffier du Conseil privé, au sous-greffier, au CSNR, au CSNR adjoint et à d'autres sous-ministres du BCP. Le CSNR reçoit aussi chaque jour un ensemble de renseignements organisés, notamment sur de possibles ingérences étrangères, de la part de services de renseignement.

Lorsque le BCP doit communiquer des informations classifiées avec le cabinet du premier ministre (CPM), il le fait de plusieurs manières : 1) Les agents des relations avec les clients du CST peuvent fournir des trousseaux d'informations classifiées au personnel du CPM pour qu'il les lise; 2) Le personnel du CPM à Ottawa peut se rendre dans un local isolé pour matériel spécial (LIMS) du BCP pour consulter ou recevoir des séances d'information; 3) Le personnel du CPM qui ne travaille pas à Ottawa peut se rendre dans les bureaux régionaux du SCRS pour lire des documents; 4) Moins fréquemment, lorsqu'un produit de renseignement est classifié SECRET ou moins, le BCP peut envoyer ce produit au CPM par courrier électronique, en utilisant les systèmes SECRET ou PROTÉGÉ B, selon le cas. Les représentants du BCP rencontrent aussi régulièrement le personnel du CPM et peuvent organiser des séances d'information sur des sujets précis en fonction des besoins.

Le greffier du Conseil privé et le CSNR partagent avec le premier ministre des informations reçues des services de renseignement canadiens, tant par écrit (notes d'information ou produits de renseignement, selon le cas) que de vive voix (non seulement lors des réunions prévues, mais aussi de manière informelle). Compte tenu de l'évolution constante de la situation en matière de renseignement, les ministres et les hauts fonctionnaires reçoivent souvent des mises à jour en marge d'autres séances d'information, au cours de leurs déplacements et en cas de menaces émergentes à la sécurité nationale, plutôt que dans le cadre de séances d'information de vive voix officielles et prévues. Le CSNR peut également faire en sorte que des représentants d'un ministère ou d'un organisme informent le premier ministre ou son personnel; le CSNR est généralement présent lors des séances d'information données au premier ministre afin de fournir des conseils sur les questions abordées.

En outre, puisque le calendrier de ces séances d'information informelles varie, les secrétariats peuvent également préparer des informations à des fins de séances d'information orales qui n'ont finalement pas lieu, ou des points de discussion peuvent être préparés sans être transmis tels quels. De plus, il y a des notes d'information écrites qui ne sont pas remises, mais que les hauts

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

fonctionnaires du BCP, y compris le greffier du Conseil privé et le CSNR, peuvent utiliser ultérieurement pour informer le premier ministre et son cabinet.

**5) *Moyens/canaux utilisés par les ministères pour fournir au BCP des informations relatives à une possible ingérence étrangère***

Les services de renseignement canadiens fournissent au BCP des informations relatives à une éventuelle ingérence étrangère de différentes manières et à différents échelons de l'organisation. Par exemple, les administrateurs généraux et les cadres supérieurs peuvent donner des séances d'information et des mises à jour sur le renseignement au greffier du Conseil privé, au sous-greffier, au CSNR, au CSNR adjoint et aux comités des sous-ministres et des sous-ministres adjoints. En particulier, depuis mai 2023, un nouveau comité des sous-ministres chargé des interventions en matière de renseignement, présidé par le CSNR, se réunit chaque semaine. Il s'agit d'une tribune permettant de discuter des rapports particulièrement sensibles et/ou des rapports sur le renseignement, lesquels peuvent être déterminés par le CSNR, le CSNR adjoint ou les administrateurs généraux des services de renseignement qui sont membres du comité.

En règle générale, les services de renseignement canadiens utilisent le RCTS pour diffuser des produits de renseignement aux fonctionnaires du BCP ayant une cote de sécurité adéquate qui figurent sur les listes de distribution, selon le principe du « besoin de savoir ».

En plus de cette diffusion régulière, les services de renseignement canadiens peuvent transmettre des produits de renseignement lorsqu'ils jugent nécessaire d'informer les fonctionnaires du BCP sur des questions en particulier, notamment une possible ingérence étrangère; ces produits peuvent inclure des directives visant la distribution de produits aux destinataires désignés seulement. En outre, les fonctionnaires du BCP peuvent tirer du renseignement ou en demander à ces mêmes services de renseignement sur des sujets ou des questions en particulier.

Enfin, le SER du BCP, qui élabore des évaluations de renseignement de toutes sources, organise des réunions de groupes d'experts en matière de renseignement au besoin à des fins de coordination et de collaboration au sein de la communauté sur des questions de renseignement déterminées. Les services de renseignement canadiens participent régulièrement à ces réunions, au cours desquelles ils peuvent échanger du renseignement.

**6) *Séances d'information données de vive voix ou par écrit sur l'ingérence de la Chine, de la Russie ou d'autres acteurs à l'intention du Groupe de travail sur les MSRE, du groupe d'experts du PPIEM, d'un sous-ministre, du CSNR, du greffier, du CPM ou du premier ministre depuis septembre 2018 (date, entité et personne qui donnent la séance d'information et, si possible, contenu de cette séance d'information)***

*Séances d'information données de vive voix (plage de dates : du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 8 septembre 2023)*

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

M<sup>me</sup> Jody Thomas, l'ancienne CSNR, a comparu devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre (PROC) le 1<sup>er</sup> mars 2023 au sujet de l'ingérence étrangère dans les élections; M. David Vigneault, directeur du SCRS, a comparu le 2 mars. Après leur comparution, l'ancienne CSNR a soumis au Comité les dates connues des séances d'information données de vive voix du BCP et du SCRS aux représentants élus, y compris le premier ministre et son cabinet, sur l'ingérence étrangère dans les élections. Le document qu'elle a soumis (le 14 avril) est joint à l'ONGLET B; les informations qui suivent dans le corps du présent rapport concernent précisément les séances d'information du BCP (c'est-à-dire de la CSNR).

Il convient également de noter que la liste suivante des séances d'information ne comprend pas les nombreuses séances d'information informelles et ponctuelles qui ont lieu régulièrement; elle n'inclut pas non plus les séances d'information concernant les affaires du Cabinet. Par exemple, le SER du BCP organise une séance d'information hebdomadaire de mise à jour à l'intention du premier ministre et de son cabinet. La liste peut également ne pas être exhaustive, car les dossiers ne sont pas complets dans tous les cas, par exemple en raison de changements de personnel au fil du temps.

<b>Date</b>	<b>Entité qui donne la séance d'information</b>	<b>Autres participants</b>
<b>À l'intention du premier ministre</b>		
Le 9 février 2021* <sup>1</sup>	David Vigneault, directeur, SCRS; David Morrison, conseiller en matière de politique étrangère et de défense auprès du premier ministre, BCP; Vincent Rigby, CSNR, BCP; Ian Shugart, greffier du Conseil privé	Katie Telford, chef de cabinet, CPM; Patrick Travers, conseiller en politiques, CPM; autres membres du personnel du CPM
Le 14 juin 2022*	Jody Thomas, CSNR, BCP; autres membres du personnel du BCP	Patrick Travers, conseiller en politiques, CPM; autres membres du personnel du CPM
Le 27 octobre 2022*	Jody Thomas, CSNR, BCP; Janice Charrette, greffière du Conseil privé; Dan Costello, conseiller en matière de politique étrangère et de défense auprès du premier ministre, BCP; David Vigneault, directeur, SCRS	Katie Telford, chef de cabinet, CPM; Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Jeremy Broadhurst, conseiller principal, CPM; Patrick Travers, conseiller en politiques, CPM
Le 30 novembre 2022*	Jody Thomas, CSNR, BCP	Katie Telford, chef de cabinet, CPM; d'autres membres du personnel du CPM

<sup>1</sup> Un « \* » indique que cette séance d'information a été incluse dans les observations écrites de l'ancienne CSNR du 14 avril 2023 au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

<b>Date</b>	<b>Entité qui donne la séance d'information</b>	<b>Autres participants</b>
Le 20 mars 2023*	Jody Thomas, CSNR, BCP; David Vigneault, directeur, SCRS; analyste non précisé	Katie Telford, chef de cabinet, CPM; Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Jeremy Broadhurst, conseiller principal, CPM
Le 2 mai 2023  (Deux réunions ce jour-là)	David Vigneault, directeur, SCRS; Jody Thomas, CSNR, BCP; Janice Charrette, greffière du Conseil privé	Katie Telford, chef de cabinet, CPM; Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Jeremy Broadhurst, conseiller principal, CPM; autres membres du personnel du CPM
Le 7 mai 2023	David Vigneault, directeur, SCRS; Jody Thomas, CSNR, BCP; Janice Charrette, greffière du Conseil privé	Katie Telford, chef de cabinet, CPM; Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Jeremy Broadhurst, conseiller principal, CPM; autres membres du personnel du CPM
Le 3 août 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP; John Hannaford, greffier, BCP; David Vigneault, directeur, SCRS	Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; d'autres représentants du CPM
<b>À l'intention du cabinet du premier ministre</b>		
Le 28 septembre 2022*	Jody Thomas, CSNR, BCP; David Vigneault, directeur, SCRS; Rob Stewart, sous- ministre, SCRS	Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Patrick Travers, conseiller en politiques, CPM
Le 23 février 2023*	Marie-Hélène Chayer, coordonnatrice, Groupe de travail sur l'ingérence étrangère, BCP; Jody Thomas, CSNR, BCP; Mike MacDonald, secrétaire adjoint, Sécurité et renseignement, BCP; David Vigneault, directeur, SCRS	Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Jeremy Broadhurst, conseiller principal, CPM
Le 6 mai 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP; David Morrison, sous-ministre, AMC; représentant du SCRS; David Vigneault, directeur, SCRS	Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Patrick Travers, conseiller en politiques, CPM; Ben Chin, conseiller principal, CPM
Le 18 mai 2023	Janice Charette, greffière, BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP; David Vigneault, directeur, SCRS; d'autres représentants du BCP	Les ministres Blair, LeBlanc, Joly et Mendicino; Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Alana Kiteley, directrice, Gestion des enjeux et affaires parlementaires, CPM; d'autres représentants du CPM

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

<b>Date</b>	<b>Entité qui donne la séance d'information</b>	<b>Autres participants</b>
Le 30 mai 2023	Janice Charette, greffière, BCP; Jody Thomas, CSNR, BCP; d'autres représentants du BCP	Les ministres Mendicino, LeBlanc, Blair, Joly et leurs chefs de cabinet respectifs; Katie Telford, chef de cabinet, CPM; Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Alana Kiteley, directrice, Gestion des enjeux et affaires parlementaires, CPM
Le 6 juin 2023	Marie-Hélène Chayer, coordonnatrice, Groupe de travail sur l'ingérence étrangère; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP; d'autres représentants du BCP	Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Patrick Travers, conseiller en politiques, CPM; Jim Kapches, conseiller principal en politiques, CPM; Sarah Hussaini, directrice des politiques, CPM; Alana Kiteley, directrice, Gestion des enjeux et affaires parlementaires, CPM
Le 29 juin 2023	Dan Rogers, CSNR adjoint; Nathalie Drouin, sous-greffière; John Hannaford, greffier, BCP	Katie Telford, chef de cabinet, CPM; Brian Clow, chef de cabinet adjoint, CPM; Jeremy Broadhurst, conseiller principal, CPM; d'autres représentants du CPM

<b>À l'intention du Parti libéral du Canada</b>		
Le 28 septembre 2019*	Alia Tayyeb, directrice, Sécurité et renseignement, BCP; représentant du SCRS	Azam Ishmael
Le 12 septembre 2021*	Mike MacDonald, secrétaire adjoint, Sécurité et renseignement, BCP; représentants du SCRS	Azam Ishmael
<b>À l'intention du greffier du Conseil privé</b>		
Le 24 janvier 2019	Analyste, SER, BCP	
Le 23 septembre 2020	Analyste principal et chef d'équipe, SER, BCP	
Le 10 mai 2023	Analyste, SER, BCP	
<b>À l'intention du CSNR</b>		
Le 23 septembre 2020	Analyste principal et chef d'équipe, SER, BCP	

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

Le 16 décembre 2021	Martin Green, secrétaire adjoint du Cabinet (SER); Anthony Romanelli, directeur, SER, BCP	
---------------------	---	--

<b>Date</b>	<b>Organisateur de la séance d'information</b>	<b>Destinataires de la séance d'information</b>
<b>À l'intention des sous-ministres (et autres hauts fonctionnaires)</b>		
Le 4 février 2022	Jody Thomas, CSNR, BCP	Shelly Bruce, chef, CST; Rajiv Gupta, dirigeant associé, Cybercentre, CST; Marta Morgan, sous-ministre, AMC; Dan Rogers, chef associé, CST; Rob Stewart, sous-ministre, SCRS; David Vigneault, directeur, SCRS
Le 20 octobre 2022	Jody Thomas, CSNR, BCP	Jacqueline Bogden, sous-secrétaire du cabinet (Protection civile et relance suite à la COVID), BCP; Tricia Geddes, sous-ministre déléguée, Sécurité publique; Jeff Hutchinson, conseiller principal, Secrétariat de la protection civile, BCP; Michelle Tessier, directrice adjointe des opérations, SCRS; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique; David Vigneault, directeur, SCRS; Caroline Xavier, chef, CST
Le 24 octobre 2022	Jody Thomas, CSNR, BCP	David Vigneault, directeur, SCRS
Le 10 novembre 2022	Jody Thomas, CSNR, BCP	Tricia Geddes, sous-ministre déléguée, Sécurité publique; Michelle Tessier, directrice adjointe des opérations, SCRS; David Vigneault, directeur, SCRS
Le 14 décembre 2022	Jody Thomas, CSNR, BCP	Martin Green, secrétaire adjoint, SER, BCP; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique; David Vigneault, directeur, SCRS

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

<b>Date</b>	<b>Organisateur de la séance d'information</b>	<b>Destinataires de la séance d'information</b>
Le 22 décembre 2022	Jody Thomas, CSNR, BCP	Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique; David Vigneault, directeur, SCRS
Le 10 mars 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP	Marie-Hélène Chayer, coordonnatrice, Groupe de travail sur l'ingérence étrangère, BCP; Adelle Ferguson, directrice, Sécurité et renseignement, BCP; Jeff Hutchinson, conseiller principal, Secrétariat de la protection civile, BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP
Le 30 mars 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP	Marie-Hélène Chayer, coordonnatrice, Groupe de travail sur l'ingérence étrangère, BCP; Lisa Ducharme, directrice, SER, BCP; Adelle Ferguson, directrice, Sécurité et renseignement, BCP; Martin Green, secrétaire adjoint, SER, BCP; Jeff Hutchinson, conseiller principal, Secrétariat de la protection civile, BCP; Mike MacDonald, secrétaire adjoint, Sécurité et renseignement, BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP
Le 18 avril 2023	Janice Charette, greffière, BCP	Jody Thomas, CSNR, BCP; Michael Vandergrift, sous-secrétaire des Affaires intergouvernementales et sous-secrétaire du cabinet (Planification et consultations); David Vigneault, directeur, SCRS; Caroline Xavier, chef, CST; représentants provinciaux et territoriaux
Le 19 avril 2023	Janice Charette, greffière, BCP	Nathalie Drouin, sous-greffière, BCP; Jody Thomas, CSNR, BCP; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

<b>Date</b>	<b>Organisateur de la séance d'information</b>	<b>Destinataires de la séance d'information</b>
Le 28 avril 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP	Janice Charrette, greffière du Conseil privé; Marie-Hélène Chayer, coordonnatrice, Groupe de travail sur l'ingérence étrangère, BCP; Nathalie Drouin, sous-greffière, BCP; Jeff Hutchinson, conseiller principal, Secrétariat de la protection civile, BCP; Laurie-Anne Kempton, secrétaire adjointe du Cabinet (Communications); Paul MacKinnon, sous-secrétaire (Gouvernance), BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP
Le 3 mai 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP	David Morrison, sous-ministre, AMC; Cindy Termorshuizen, sous-ministre déléguée, AMC; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique; David Vigneault, directeur, SCRS
Le 9 mai 2023	Janice Charette, greffière, BCP	Nathalie Drouin, sous-greffière, BCP; Jody Thomas, CSNR, BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP
Le 10 mai 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP	Marie-Hélène Chayer, coordonnatrice, Groupe de travail sur l'ingérence étrangère, BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique; David Vigneault, directeur, SCRS
Le 10 mai 2023	Nathalie Drouin, sous-greffière	Mark Flynn, sous-commissaire (Police fédérale), GRC; Jody Thomas, CSNR, BCP; David Vigneault, directeur, SCRS
Le 11 mai 2023	Janice Charette, greffière, BCP	Nathalie Drouin, sous-greffière, BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP
Le 17 mai 2023	Dan Rogers, CSNR adjoint	Sous-ministres

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

<b>Date</b>	<b>Organisateur de la séance d'information</b>	<b>Destinataires de la séance d'information</b>
Le 23 mai 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP	Tricia Geddes, sous-ministre déléguée, Sécurité publique; David Morrison, sous-ministre, AMC; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique; David Vigneault, directeur, SCRS
Le 6 juin 2023	Janice Charette, greffière, BCP	Nathalie Drouin, sous-greffière, BCP; Jody Thomas, CSNR, BCP; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP
Le 6 juin 2023	Nathalie Drouin, sous-greffière	Jody Thomas, CSNR, BCP; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique
Le 5 juillet 2023	Jody Thomas, CSNR, BCP	Marie-Hélène Chayer, secrétaire adjointe intérimaire, Sécurité et renseignement, BCP; Michael Duheme, commissaire, GRC; Martin Green, secrétaire adjoint, SER, BCP; Paul MacKinnon, sous-secrétaire (Gouvernance), BCP; David Morrison, sous-ministre, AMC; Dan Rogers, CSNR adjoint, BCP; Shawn Tupper, sous-ministre, Sécurité publique; David Vigneault, directeur, SCRS; Caroline Xavier, chef, CST
Août-septembre 2023 (hebdomadaire)	Dan Rogers, CSNR adjoint	Nathalie Drouin, sous-greffière, BCP; Jody Thomas, CSNR, BCP; sous-ministres

**NON CLASSIFIÉ**  
En date du 18 mars 2024

7) *Dates et sujets traités pour chaque occasion où des conseils/recommandations ont été fournis à un ministre ou à son cabinet sur l'ingérence étrangère dans les processus et institutions démocratiques*

Date	Entité qui donne la séance d'information	Responsable
<b>À l'intention du ministre des Institutions démocratiques</b>		
Le 24 février 2023	BCP	CSNR, Mike MacDonald, Marie-Hélène Chayer, David Vigneault, Al Sutherland, Jeff Hutchinson
Le 15 juin 2023	BCP	CSNR, Janice Charette, Nathalie Drouin, John Hannaford, Paul MacKinnon, Al Sutherland, Ben Chin, conseiller principal, CPM; Jeremy Broadhurst, conseiller principal, CPM; Alana Kiteley, directrice, Gestion des enjeux et affaires parlementaires, CPM

8) *Architecture interministérielle de la gouvernance de la sécurité nationale et du renseignement*

En ce qui concerne une éventuelle ingérence étrangère, le greffier du Conseil privé préside le groupe d'experts (mentionné précédemment). Ce comité gère le Protocole public en cas d'incident électoral majeur (PPIEM) qui, comme nous l'avons vu plus haut, est un mécanisme permettant de communiquer de manière claire, transparente et impartiale avec les Canadiens pendant une élection, en cas d'incident ou d'incidents menaçant la capacité du Canada à organiser des élections libres et équitables.

En ce qui concerne l'architecture de gouvernance de la sécurité nationale et du renseignement, il existe généralement trois comités au niveau du Cabinet : le Conseil de la sécurité nationale, le Groupe d'intervention en cas d'incident et le Comité du Cabinet chargé des affaires internationales et de la sécurité publique. Le CSNR préside ou copréside sept comités interministériels qui soutiennent la direction :

- *Comité de coordination des sous-ministres sur la sécurité des élections (CCSMSE)* : Le CSNR et l'administrateur général d'EC coprésident le CCSMSE. Le comité assure une approche coordonnée et une compréhension commune entre la communauté de la sécurité et du renseignement, EC et le commissaire aux élections fédérales. La coordination opérationnelle entre le CCSMSE et le Groupe de travail sur les MSRE permet aux acteurs clés de coordonner, d'évaluer et de vérifier rapidement les renseignements relatifs aux menaces concernant les activités d'interférence potentielles. Le CCSMSE peut également se réunir en dehors des périodes électorales afin de maintenir les liens et l'élan, et

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

d'examiner l'état de préparation aux nouvelles menaces. Il est soutenu par des comités de SMA et de DG sur la coordination de la sécurité des élections;

- *Comité des sous-ministres sur les interventions en matière de renseignement (CSMIR)* : Le CSNR préside le CSMIR. Le comité est une tribune où l'on peut discuter des rapports particulièrement sensibles ou des rapports de renseignement, qui peuvent être déterminés par le CSNR, le CSNR adjoint, ou les administrateurs généraux des services de renseignement qui sont membres du comité. Il examine les rapports de renseignements opérationnels et tactiques qui nécessitent une réponse rapide;
- *Comité des sous-ministres sur le renseignement (CSMR)*. Le CSNR préside le CSMR. Le rôle du comité est de signaler les évaluations stratégiques importantes en matière de renseignement aux administrateurs généraux, et d'offrir une réponse coordonnée. Contrairement au CSMIR, il est destiné à examiner des évaluations de renseignements plus stratégiques, à plus long terme et tournées vers l'avenir. Le CSMR est soutenu par un comité d'analyse du renseignement au niveau des SMA;
- *Comité des sous-ministres sur la coordination opérationnelle (CSMCO)* : Le CSNR préside le CSMCO. Le comité assure une réponse coordonnée et collective aux incidents de sécurité nationale. Il est soutenu par un comité des SMA sur les opérations de sécurité nationale;
- *Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale (CSMSN)* : Le CSNR et le sous-ministre de SP coprésident le CSMSN. Le comité examine les questions et les priorités en matière de sécurité, de défense et de politique étrangère, ainsi que leurs liens les uns avec les autres, afin de fournir des conseils au premier ministre et à divers comités du Cabinet, le cas échéant. Il coordonne également la réponse du gouvernement aux questions actuelles et émergentes liées à la sécurité nationale du Canada. Le CSMSN est soutenu par deux comités des SMA : le Comité du renseignement des SMA et le Comité des SMA sur la politique de la sécurité nationale;
- *Comité des sous-ministres sur la protection (CSMP)* : Le CSNR et le sous-ministre de SP coprésident le CSMP. Le comité se concentre sur la protection et la sécurité des ministres, des fonctionnaires et des dignitaires étrangers en visite, tandis que la sécurité générale des événements demeure la responsabilité du ministère ou de l'organisme responsable. Il aide le ministre de la Sécurité publique en formulant des recommandations sur l'établissement des priorités et l'utilisation des moyens de protection afin d'assurer la sécurité physique des personnalités canadiennes;
- *Comité des sous-ministres sur la coordination de l'examen de la sécurité nationale (CSMCESN)* : Le CSNR préside le CSMCESN. Le mandat du comité est de fournir une orientation stratégique et de diriger l'interaction entre la communauté de la sécurité et du renseignement et le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR), le CSNR, et le cas échéant, le commissaire au renseignement (CR). Le CSMCESN est soutenu par un comité des SMA.

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

Outre ces comités, le CST et SP coprésident le Comité des sous-ministres sur la cybersécurité; SP et Innovation, Sciences et Développement économique Canada coprésident le Comité d'examen des investissements des sous-ministres; AMC préside les comités des sous-ministres sur la Chine et sur l'Indo-Pacifique; et SP préside le comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère.

Bien qu'il existe de nombreux comités au niveau des directeurs généraux (DG) susceptibles de soutenir la gouvernance en matière de sécurité et de renseignement, ils sont de nature informelle. En d'autres termes, ils n'ont pas de mandat et peuvent changer assez fréquemment en fonction des événements et des problèmes.

**NON CLASSIFIÉ**  
En date du 18 mars 2024

**ONGLET A : Chronologie des réunions du groupe d'experts**

43<sup>e</sup> élection générale :

<b>Date</b>	<b>Participants</b>	<b>Ordre du jour</b>
Le 31 mai 2019	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction (greffier)</li> <li>- Séance d'information sur le Protocole public en cas d'incident électoral majeur</li> <li>- Gouvernance globale (CSNR)</li> <li>- Discussion et finalisation du plan de travail proposé (Tous)</li> </ul>
Le 20 juin 2019	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction et mise à jour (BCP)</li> <li>- Exercice sur table</li> <li>- Discussion et réflexion sur l'exercice</li> <li>- Séance d'information classifiée sur les menaces (CST, CSIS, AMC)</li> </ul>
Le 27 juin 2019	Groupe d'experts et invités Communications du BCP, Sécurité et renseignement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction et mise à jour (BCP)</li> <li>- Discussion sur le plan de communication</li> </ul>
Le 7 août 2019 <sup>2</sup>	Groupe d'experts et invités Communications du BCP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Discussion avec Élections Canada               <ul style="list-style-type: none"> <li>o Rôles et responsabilités</li> <li>o Mise à jour sur les initiatives récentes</li> <li>o Coordination des communications</li> </ul> </li> <li>- Mise à jour de la communauté (CSNR)</li> <li>- Communications stratégiques</li> </ul>
Le 15 août 2019	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur les menaces (CST, SCRS, AMC, GRC)</li> <li>- Exercice sur table</li> <li>- Discussion sur les critères à remplir du Protocole (institutions démocratiques du BCP)</li> </ul>
Le 9 septembre 2019	Groupe d'experts et invités	<p>Aucun ordre du jour officiel</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Document sur les critères à remplir des institutions démocratiques</li> <li>- Résultats des exercices sur table du groupe d'experts (XT)</li> </ul>

<sup>2</sup> Cette réunion était initialement prévue pour le 25 juillet 2019. Par conséquent, il se peut que les documents relatifs à la réunion portent cette date initiale, plutôt que la date à laquelle la réunion a effectivement eu lieu.

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

Date	Participants	Ordre du jour
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renseignements de l'exercice sur l'élection présidentielle américaine de 2016</li> <li>- Exemples de rapports sur les élections : Groupe de travail sur les MSRE, gouvernement du Canada</li> </ul>
Le 16 septembre 2019	Groupe d'experts et invités	Aucun ordre du jour officiel <ul style="list-style-type: none"> <li>- Scénarios supplémentaires</li> <li>- Mise à jour de l'évaluation du groupe d'experts</li> <li>- Ébauche de déclarations possibles du groupe d'experts</li> <li>- Mise à jour du message aux missions</li> </ul>
Le 24 septembre 2019	Groupe d'experts et invités Absence : Marta Morgan	Aucun ordre du jour officiel <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte rendu de la septième réunion (16 septembre)</li> <li>- Scénario : Élection présidentielle américaine</li> <li>- Scénario : Opération de l'Internet Research Agency (IRA) russe axée sur les élections de mi-mandat en 2018</li> <li>- Scénarios fondés sur des événements réels</li> </ul>
Le 30 septembre 2019	Groupe d'experts et invités Communications du BCP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur les menaces (CST, SCRS, GRC, AMC)               <ul style="list-style-type: none"> <li>o Discussion sur la désinformation (AMC/institutions démocratiques)</li> <li>o Mise à jour des demandes de renseignements relatives aux communications (Communications du BCP)</li> </ul> </li> <li>- Discussion sur les scénarios</li> </ul>
Le 7 octobre 2019	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Scénarios de préparation à la période électorale</li> <li>- Discussion sur les récents reportages des médias</li> <li>- Suivi des questions récentes du groupe d'experts</li> <li>- Ajournement de la réunion</li> </ul>
Le 15 octobre 2019	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour de l'évaluation du Protocole public en cas d'incident électoral majeur</li> </ul>

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

<b>Date</b>	<b>Participants</b>	<b>Ordre du jour</b>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour</li> <li>- Ajournement de la réunion</li> </ul>
Le 21 octobre 2019	<p>Groupe d'experts et invités</p> <p>Communications du BCP et Sécurité et renseignement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- introduction</li> <li>- Mise à jour sur les menaces (CSNR)</li> <li>- Synthèse postélectorale de la communauté, planification et rétroaction (Secrétaire adjoint, Sécurité et renseignement)               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prochaines étapes du Groupe de travail sur les MSRE</li> <li>○ Séance d'information sur les menaces qui pèsent sur les partis politiques</li> <li>○ Rapports de la communauté (EC, Groupe de travail sur les MSRE, PPIEM, etc.)</li> </ul> </li> <li>- Communications postélectorales (Communications du BCP)</li> <li>- Ajournement de la réunion</li> </ul>

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

44<sup>e</sup> élection générale :

<b>Date</b>	<b>Participants</b>	<b>Résumé</b>
Le 27 janvier 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récents développements (après 2019, élections américaines, COVID, réunions du CCSE)</li> <li>- Contexte de menace et état de préparation du Groupe de travail sur les MSRE</li> <li>- Recommandations du CPSNR et examen indépendant du PPIEM à venir</li> <li>- Soutien des activités du groupe d'experts à l'avenir</li> </ul>
Le 25 juin 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Discussion du groupe d'experts</li> <li>Opérations : Guide pour l'élection fédérale de 2019 par rapport à la prochaine élection</li> <li>- Activités du groupe d'experts</li> <li>- Exigences en matière de renseignement</li> <li>- Communications publiques</li> <li>- Protocole électoral de 2021</li> <li>- Répercussions d'une élection dans le cadre de la COVID</li> </ul>
Le 12 juillet 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur le contexte des menaces (CST et SCRS)</li> <li>- Planification des communications</li> <li>- Discussion sur les critères à remplir</li> <li>- Exercice d'analyse de scénario</li> </ul>
Le 26 juillet 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports publics du SCRS et du CST</li> <li>- Compte rendu d'une réunion de parti politique</li> <li>- Exercice d'analyse de scénario</li> </ul>
Le 23 août 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur les menaces (Groupe de travail sur les MSRE et SCRS)</li> <li>- Exercice d'analyse de scénario de retraite : Leçons apprises</li> <li>- Exercice d'analyse de scénario</li> <li>- Processus d'annonce du groupe d'experts</li> </ul>
Le 30 août 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur les menaces (Groupe de travail sur les MSRE)</li> <li>- Exercice d'analyse de scénario</li> <li>- Discussion du groupe d'experts sur le processus d'annonce</li> </ul>
Le 7 septembre 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur les menaces (Groupe de travail sur les MSRE)</li> </ul>

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

Date	Participants	Résumé
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exercice d'analyse de scénario</li> <li>- Discussion du groupe d'experts sur le processus d'annonce</li> </ul>
Le 15 septembre 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur les menaces (Groupe de travail sur les MSRE)</li> <li>- Discussion du groupe d'experts</li> </ul>
Le 23 septembre 2021	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour sur les menaces (Groupe de travail sur les MSRE)</li> <li>- Discussion du groupe d'experts</li> </ul>
Le 10 décembre 2021 <sup>3</sup>	Groupe d'experts et invités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte rendu après action du Groupe de travail sur les MSRE</li> <li>- Discussion – Éléments clés, activités du groupe d'experts, zones grises, examen externe à venir</li> </ul>

---

<sup>3</sup> Cette réunion était initialement prévue pour le 5 novembre 2021. Par conséquent, il se peut que les documents relatifs à la réunion portent cette date initiale, plutôt que la date à laquelle la réunion a effectivement eu lieu.

**NON CLASSIFIÉ**  
**En date du 18 mars 2024**

***ONGLET B : Mémoire présenté au PROC par le CSNR le 14 avril 2023***

[voir pièce jointe]



Government of Canada  
Privy Council Office

Gouvernement du Canada  
Bureau du Conseil privé

National Security and Intelligence  
Advisor to the Prime Minister

Conseillère à la sécurité nationale et au renseignement  
auprès du Premier ministre

Ottawa, Canada  
K1A 0A3

Miriam Burke  
Greffière  
Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre  
131, rue Queen, 6<sup>e</sup> étage  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6  
Canada

Madame,

Quand le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité, David Vigneault, a comparu devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre le 2 mars dernier, et quand je l'ai fait-moi-même la veille, nous avons entrepris tous les deux de fournir au Comité le plus possible d'informations administratives non classifiées au sujet des séances d'information sur l'ingérence électorale étrangère.

La réponse ci-jointe comprend la date de toutes les séances d'information officielles présentées depuis 2021 au premier ministre et aux ministres concernés sur le thème de l'ingérence électorale étrangère. Elle renferme en outre des informations sur les séances d'information présentées aux représentants des partis politiques possédant les autorisations de sécurité requises et les réunions avec ces derniers tenues dans le cadre des plans d'ensemble visant à protéger la démocratie canadienne.

Le Bureau du Conseil privé et le Service canadien du renseignement de sécurité ont donné suite avec diligence aux demandes du Comité et ont effectué une recherche exhaustive de leurs dossiers. Les deux organisations vous transmettent par la présente les informations les plus complètes qu'elles peuvent vous acheminer dans un délai raisonnable et que lui autorisent les restrictions applicables aux renseignements classifiés.

Veuillez recevoir, Madame, mes plus cordiales salutations.

Jody Thomas  
Conseillère à la sécurité nationale et au renseignement du premier ministre

Pièce jointe

Canada

## Séances d'information sur l'ingérence électorale étrangère

### **Séances d'information à l'intention du premier ministre**

En sa qualité de conseillère principale sur les questions touchant la sécurité nationale et le renseignement, la conseillère à la sécurité nationale et au renseignement (CSNR) informe régulièrement le premier ministre sur la sécurité nationale. Vu la nature des questions liées à la sécurité nationale, bon nombre des séances d'information prennent la forme de conversations qui se déroulent sans planification officielle. Ces séances d'information peuvent avoir lieu parallèlement à d'autres, à l'occasion de déplacements à l'étranger et au Canada, et être présentées de toute urgence afin de donner au premier ministre les informations et les conseils dont il a besoin pour réagir à des menaces qui concernent la sécurité nationale. Le premier ministre a reçu de nombreuses séances d'information de ce type depuis 2015. En outre, le premier ministre et son équipe reçoivent des comptes rendus de renseignement écrits sur des questions de sécurité nationale au Canada dont la menace de base en ce qui a trait à l'ingérence étrangère à tous les niveaux de gouvernement.

D'autres séances d'information sont officiellement planifiées; elles sont souvent données par des présentateurs provenant du milieu de la sécurité nationale dont le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Quand le premier ministre reçoit une séance d'information sur la sécurité nationale et le renseignement, la CSNR y assiste généralement pour lui donner des conseils sur les sujets traités. La greffière du Conseil privé et d'autres représentants du Bureau du Conseil privé peuvent aussi être présents pour fournir d'autres renseignements contextuels. Le premier ministre peut en outre être accompagné de membres de son cabinet. Les listes complètes des participants ne sont pas enregistrées et ne sont donc pas incluses ci-dessous.

Le tableau qui suit indique la date de toutes les séances d'information officielles, pour lesquelles il existe des archives, présentées au premier ministre et aux ministres sur le thème de l'ingérence électorale étrangère. À la suite de publication d'articles dans les médias à partir de novembre 2022 sur des allégations d'interférence électorale étrangère, il y a eu de nombreuses interactions avec le premier ministre et les membres du cabinet du premier ministre sur le sujet.

Les sujets spécifiques ne sont pas inclus dans la liste ci-dessous pour protéger leur classification, bien que les séances d'information puissent aborder des menaces spécifiques ou des activités nuisibles, ainsi que des propositions de politiques et des approches plus larges liées à l'ingérence électorale étrangère. La liste ci-dessous pourrait ne pas être exhaustive car les archives ne sont pas complètes dans tous les cas. Les séances d'information aux ministres présentées ci-dessous comprennent des séances d'information organisées spécifiquement par le Bureau du Conseil privé pour des séances d'information officielles données par le SCRS et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) afin d'aborder spécifiquement le sujet de l'ingérence électorale étrangère. Les ministres rencontrent régulièrement les fonctionnaires de leurs portefeuilles ministériels pour discuter d'affaires ministérielles, qui peuvent inclure le renseignement et l'ingérence électorale étrangère. Les séances d'information organisées par les ministères sur ce sujet ne figurent pas dans cette liste.

Date	Présentateurs
<b>Séances d'information à l'intention du premier ministre</b>	
22 octobre 2018	CSNR
9 février 2021	Directeur du SCRS
14 juin 2022	CSNR
27 octobre 2022	Directeur du SCRS
30 novembre 2022	CSNR
20 mars 2023	CSNR, directeur du SCRS
<b>Séances d'information à l'intention du Cabinet ou d'un comité du Cabinet</b>	
À partir de 2018 : 8 séances d'information	Hauts fonctionnaires
<b>Séances d'information à l'intention des ministres</b>	
15 août 2018 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS, chef du CST
5 octobre 2018 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS, chef du CST
26 novembre 2018 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS, chef du CST
22 janvier 2019 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS
4 avril 2019 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS
17 mai 2019 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS
20 juin 2019 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS
15 juillet 2019 Ministre des Institutions démocratiques	Chef du CST
22 août 2019 Ministre des Institutions démocratiques	Directeur du SCRS
23 août 2019 Ministre des Institutions démocratiques	Chef du CST

5 mars 2020 Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Directeur du SCRS
18 octobre 2021 Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Directeur du SCRS
13 décembre 2021 Ministre de la Sécurité publique	Directeur du SCRS
16 décembre 2022 Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique	Directeur du SCRS
24 février 2023 Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités	Directeur du SCRS

#### Séances d'information à l'intention du cabinet du premier ministre

Comme le premier ministre, son cabinet est informé régulièrement sur les questions qui touchent la sécurité nationale. L'évolution rapide du portrait de la sécurité nationale appelle à une communication régulière et rapide du renseignement au cabinet du premier ministre. Des séances d'information sont présentées de façon ponctuelle et à l'occasion de réunions régulières. Le tableau ci-dessous indique les dates des séances d'information officielles, pour lesquelles il existe des archives, au cabinet du premier ministre au sujet de l'ingérence électorale étrangère. Des membres du cabinet du premier ministre peuvent également avoir assisté à des séances d'information avec le premier ministre. Les sujets spécifiques ne sont pas inclus pour protéger leur classification. La liste ci-dessous pourrait ne pas être exhaustive car les archives ne sont pas complètes dans tous les cas.

Séances d'information à l'intention du cabinet du premier ministre	
Date	Présentateurs
28 septembre 2022	CSNR, directeur du SCRS
23 février 2023	CSNR, directeur du SCRS

#### Séances d'information à l'intention des représentants de partis politiques et réunions avec ceux-ci

Dans le cadre d'efforts visant à protéger les élections de 2019 et de 2021, le BCP a invité les partis politiques représentés à la Chambre des communes à désigner des représentants qui seraient autorisés à recevoir des informations classifiées. Ces représentants ont reçu des séances d'information classifiées sur les menaces dans le cadre des plans d'ensemble visant à protéger la démocratie canadienne. Les séances d'information en question ont été conçues pour promouvoir la connaissance de la situation,

renforcer les pratiques sécuritaires des partis et, quand le besoin s'en faisait sentir, communiquer des informations sur des menaces potentielles. La liste de ces séances d'information se trouve ci-dessous.

<b>Séances d'information à l'intention des représentants de partis politiques et réunions avec ceux-ci</b>	
<b>Date</b>	<b>Participants</b>
17 juillet 2019	Représentants autorisés des partis politiques
21 août 2019	Représentants autorisés des partis politiques
4 septembre 2019	Représentants autorisés des partis politiques
28 septembre 2019	Représentants autorisés du Parti libéral du Canada
22 juillet 2021	Représentants autorisés des partis politiques
20 août 2021	Représentants autorisés des partis politiques
26 août 2021	Représentants autorisés des partis politiques
2 septembre 2021	Représentants autorisés des partis politiques
12 septembre 2021	Représentants autorisés du Parti libéral du Canada
15 septembre 2021	Représentants autorisés des partis politiques
24 septembre 2021	Représentants autorisés du Parti conservateur du Canada
30 septembre 2021	Représentants autorisés du Parti conservateur du Canada
22 octobre 2021	Représentants autorisés du Parti conservateur du Canada